

## La “guerre pour l’Ukraine” ou le vertige de la soumission

Dans la crise ukrainienne, la faiblesse de l’Europe réside en son incapacité à penser ce que veut réellement Washington, explique la géopolitologue et présidente de Geopragma-pôle français de géopolitique réaliste. **Tribune.**

Par **Caroline Galactéros\***

La soumission coûte cher. Elle est hors de prix. La France plonge dans une grave crise économique. La Fed tire l’euro vers le fond, les Français n’ont plus d’essence et doivent choisir — Buridans modernes —, entre nourriture et chauffage, d’importants remous sociaux s’annoncent. La priorité gouvernementale devrait être de calmer le jeu sur le front militaro-stratégique, car le conflit avec la Russie ne fait qu’amplifier les turbulences nées de la crise Covid. La fuite en avant dans la surenchère conflictuelle est la pire option. Mais Paris annonce le déploiement de chars Leclerc en Roumanie, la livraison de nouveaux canons Caesar et de missiles antiaériens à Kiev. Ces largesses déshabillent nos armées déjà maigrement vêtues, nous enfoncent dans une cobelligérance de fait. Surtout, nous n’avons pas perçu l’inflexion politique américaine à l’approche des Midterms (avec une classe politique de plus en plus divisée sur le sujet ukrainien).

Nous voici donc de nouveau à contretemps de nos intérêts nationaux et de notre vocation de puissance d’équilibre, non alignée et médiatrice utile dans les affrontements manichéens. À contretemps aussi de notre grand allié, qui avance, lui, précautionneusement sur une ligne de crête ardue. En effet, pour poursuivre son agenda d’affaiblissement global et durable de la Russie et nourrir son insatiable complexe poli-



Caroline Galactéros

tico-militaro-industriel, l’Amérique doit trouver des motifs au déstockage, à la livraison et à la production constante de matériels de guerre. Elle a besoin pour cela de réponses russes fortes aux provocations ukrainiennes, donc de les encourager.

Fortes mais pas trop. Washington doit conserver la maîtrise de la situation. Or, sa marionnette kiévienne ne paraît plus tout à fait sous contrôle. Volodymyr Zelensky s’est pris à ce jeu sanglant qui lui rapporte tant. Il trépigne à la porte de l’Otan, explique qu’il faut

**NOUS VOICI  
DONC À  
CONTRETEMPS  
DE NOS  
INTÉRÊTS  
NATIONAUX  
ET DE NOTRE  
VOCATION  
DE PUISSANCE  
D’ÉQUILIBRE,  
NON ALIGNÉE  
ET MÉDIATRICE  
UTILE.**

tout reconquérir, étendre le conflit à la Russie, que son armée (subissant des pertes folles depuis huit mois) est victorieuse et l’emportera. Il a tant menti et promis à son malheureux peuple qu’il joue désormais sa survie politique et physique. Or, tôt ou tard, le retour au réel adviendra.

À moins que Moscou ne parvienne pas à lancer, à la faveur du général Hiver et très probablement aidé de la Biélorussie, qui est sur le pied de guerre, une grande offensive (vers Kharkov, Odessa et éventuellement vers le Dniepr et Mykolaev?), on voit mal comment la Russie pourrait perdre militaire-

ment cette guerre. Insupportable pour Washington, qui risquerait de “perdre” géopolitiquement l’Europe, docile mais affaiblie et fragmentée. L’Occident va mal et doit donc s’en sortir... sans mourir. Tout dépendra *in fine* des conditions de la paix et de ce que chaque camp pourra présenter comme une “victoire” acceptable. Une chose est sûre : ce ne sera pas celle des Ukrainiens, ni un jeu à somme nulle comme le rêve encore parfois Washington.

Dans l’immédiat, même les faucons antiruses de Washington trouvent leur héroïque figure locale embarrassante. Elle a rempli son rôle de rupture entre la Russie et l’Europe et il faudra la lâcher quand un compromis global sera en vue, c’est-à-dire jugé inévitable. Des signaux faibles sont là : proposition américaine de reprise des pourparlers sur la limitation des armements stratégiques en Europe (New Start), dénonciation de la responsabilité de Kiev dans l’assassinat e

# L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS



Kiev, le 14 octobre. Volodymyr Zelensky s'est pris au jeu sanglant des États-Unis, qui lui rapporte tant.

Daria Douguina, disposition de Joe Biden à s'entretenir avec son homologue russe...

Pour Vladimir Poutine, seul le dialogue direct avec Washington compte, tant il sait l'Europe vassalisée. Le président américain le sait et vient de rappeler que le conflit ne pourrait se régler que diplomatiquement. Il prévient que l'Otan défendra sans faillir son « territoire », donc, en creux, pas celui de l'Ukraine. Si Washington a d'ailleurs annoncé la livraison d'armes antiaériennes, il n'y aura pas de lance-roquettes longue portée pour frapper le territoire russe dans la profondeur. Ouf!

La rhétorique sur la menace nucléaire tactique russe est aussi en train de s'épuiser, même dans les médias. Rappelons que c'est la doctrine nucléaire américaine, non celle de Moscou, qui prévoit, depuis un décret signé en avril dernier, l'usage en premier du feu nucléaire. La tentation "préventive" est un grand classique américain. Le cynisme n'a pas de limites en relations internationales. C'est valable pour tous les bords. Bref, on peut espérer que la réalité militaire et les dernières décisions de Vladimir Poutine, donnant raison à ceux qui l'engageaient, depuis février, à monter en puissance (après avoir mis en scène leur dissidence

broyante pour prendre des décisions nécessaires), poussent Washington à une relative mesure.

Mais l'Europe est aussi une cible économique que le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 vient de brutalement rappeler à la réalité de sa vulnérabilité. La maîtrise des approvisionnements en gaz de l'Europe et le maintien de la domination du dollar dans les échanges mondiaux n'ont pas de prix. Mais rien n'enrayera la bascule planétaire des équilibres de forces et d'alliances. La polarisation du monde se consolide, sa dédollarisation s'amorce. Le succès du Forum économique d'Astana, après celui de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), comme le rapprochement consolidé de Riyad avec Moscou et Pékin en disent long sur l'ampleur de la redistribution des cartes. L'hégémonie politique, financière et stratégique américaine a vécu. L'Europe et la France doivent en tirer les conséquences.

La paix ne peut être que de compromis. La neutralité stratégique est la seule véritable protection pour l'Ukraine. Pour éviter le démembrement, elle devra abandonner certains territoires contre de sérieuses garanties de non-agression russes. Combien de morts et de destructions faudra-t-il encore pour l'admettre? Huit mois de surenchère militaire occidentale n'ont abouti qu'à l'intégration des oblasts du Donbass, de Zaporijjia et de Kherson dans la Fédération de Russie. Comment imaginer que Moscou y renonce désormais? Comment faire pour que ses troupes se retirent et jusqu'où?

Pour être capables de penser et de proposer une paix réaliste, c'est l'"impensé américain" — tabou cardinal — qu'il faut avant toute chose faire sauter. L'abcès est profond. L'atlantisme semble s'être introduit dans l'ADN européen. L'incapacité de nos élites à comprendre que ce que veut l'Amérique n'est pas forcément, et même rarement, notre intérêt, est le plus gros handicap d'une Union européenne que son élargissement aux ex-satellites soviétiques a rendue incapable de se penser comme acteur autonome autrement que par des incantations tragi-comiques sur la souveraineté ou l'armée européennes. La France saura-t-elle enfin faire un pas de côté et prendre l'initiative d'une fin de partie acceptable? Pour l'heure, ce sont les Français qui vont payer dans leur vie quotidienne un soutien idéologique abscons à un régime dirigé par un acteur qui ne fait plus la différence entre le rôle qu'on lui a assigné et la vraie vie. Le temps presse. ●